Brian Lapierre, Hooligans in Khrushchev's Russia: Defining, Policing and Producing Deviance during the Thaw

Juliette Cadiot

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10179>

DOI : 10.4000/monderusse.10179

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2017

Pagination : 733-735

ISBN : 978-2-7132-2698-4

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Juliette Cadiot, « Brian Lapierre, Hooligans in Khrushchev's Russia: Defining, Policing and Producing Deviance during the Thaw », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 58/4 | 2017, mis en ligne le 01 octobre 2017, consulté le 11 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/10179> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.10179>

Brian LAPIERRE

Hooligans in Khrushchev's Russia

Defining, Policing and Producing Deviance during the Thaw

Madison : University of Wisconsin Press, 2012, 264 p.

La lutte contre le hooliganisme est d'autant plus intéressante à étudier qu'elle permet de saisir les paradoxes de la période du dégel. Elle nuance l'image convenue d'une libéralisation sous Hruščev. Punir le hooliganisme, soit diverses formes d'incivilités souvent masculines, dont beaucoup (à 90 %) étaient liées à la consommation d'alcool, ne date pas des années 1950. Le terme, emprunté à l'anglais — il serait apparu dans des rapports de police et dans la presse du Londres de la fin du XIX^e siècle —, se diffusa en Russie dès les années 1890 pour rendre compte des nouvelles difficultés d'ordre public auxquelles étaient confrontés les villes et leurs habitants. Il devint en URSS le vocable qui permettait de caractériser les manquements au respect des valeurs soviétiques et ce fut Hruščev qui engagea le pays le plus fermement dans cette politique répressive.

Brian LaPierre se saisit du paradigme de la panique morale (Stanley Cohen) pour comprendre cette vague punitive en contexte de déstalinisation en s'intéressant à la manière dont les médias stimulèrent la société contre des boucs émissaires. Se fondant sur les travaux de Durkheim, l'auteur fait sienne l'interprétation qui veut que l'entreprise de pénalisation de comportements qualifiés de déviants permette en retour aux sociétés complexes d'affirmer et de défendre leurs valeurs. Ce projet disciplinaire se comprend comme une tentative de stabiliser les sociétés en leur permettant de s'engager dans des rituels publics de persécution, qui définissent les frontières morales. Sous Hruščev cette qualification de crimes (*huliganstvo*) était punie de peines allant de 3 jours de prison à 5 ans de camp. Elle fut appliquée à des millions de Soviétiques poursuivis sous cette même qualification, aussi bien pour injures que pour tentative de meurtre. En 1956, 16 % des détenus du Goulag avaient été condamnés pour hooliganisme, en 1963, un quart des hommes de 18 à 40 ans jugés ou arrêtés en URSS l'avaient été pour ce même délit.

Hruščev avait manifesté tôt, alors qu'il était encore à la tête du Parti communiste ukrainien, sa volonté de stigmatiser et de persécuter des groupes sociaux placés en marge de la société socialiste, les « parasites » et les tsiganes. L'image du hooligan

construite dans la presse et ses caricatures puise dans le mythe d'une contre-culture urbaine, alliant alcool, tatouage et jeunesse. Pourtant, les statistiques judiciaires révèlent une autre réalité sociale : le condamné pour hooliganisme était un homme ordinaire, un prolétaire, peu éduqué, loin de l'image du marginal édifiée par la presse ou les écrits de la dissidence. Brian LaPierre souligne ce paradoxe : l'État soviétique a progressivement criminalisé les modes de vie de cette classe travailleuse qu'il avait portée au plus haut.

D'abord poursuivis, car ils étaient perpétrés dans l'espace public, celui de la rue, les actes répréhensibles furent de plus en plus condamnés, même quand ils étaient commis dans la sphère domestique (*bytovoe huliganstvo*), à la maison, avec nombre d'abus contre les femmes et les enfants. L'État entra progressivement dans de nouveaux espaces de la vie quotidienne ; cette intrusion dans l'intimité des familles eut pour effet une intolérance accrue et une incarcération de masse. LaPierre répertorie différentes campagnes, à commencer par la première révision de la législation en 1953, qui donna aux acteurs de la répression une large capacité d'interprétation de ce délit. Hruščev proposait de punir en utilisant des volontaires qui doubleraient les forces de l'ordre, c'est-à-dire de réactiver des formes de justice basées sur le contrôle social, la discipline, le vigilantisme.

La campagne initiée en 1956 contre le « petit hooliganisme » est exemplaire. Elle visait à punir les violations de l'ordre et de la paix publics : voies de fait (*oskorbitel'noe povedenie*), comportements obscènes (*skvernošlovie*) et autres actes indécents, permettant ainsi de cibler tout ce qui pouvait être interprété comme une conduite incorrecte. Cela aboutit à la poursuite de millions de Soviétiques. Le nombre de détentions pour hooliganisme atteignit plus de 1,4 million de personnes par an, dont la plupart furent poursuivies pour propos obscènes ou insultants. Cette campagne se déroula en partie hors des circuits de la justice ordinaire, faisant appel à la police et à des volontaires, depuis les associations de vigilantisme (*družiny*) jusqu'aux « cours des camarades », communautés d'activistes sociaux qui fonctionnaient en marge de l'appareil de justice. Cette catégorie de délit permit aux autorités de museler ceux qui décriaient la bureaucratie, notamment la police. Par une série d'exemples, Brian LaPierre montre que la police acquit la possibilité de transformer toute expression ou geste insultant, même imaginaire, en un délit de hooliganisme.

Le harcèlement (*pristavanie*) constitua une autre forme des comportements punis. Bousculer ou harceler des passants, uriner sur la voie publique, faire du bruit, même chez soi, devinrent autant de comportements réprimés. Cette vision en expansion de la déviance fut décrite par l'écrivain Jurij Dombrovskij, lui-même détenu en prison pour petit hooliganisme dans les années 1960. Interrogeant ses codétenus, il fut étonné d'apprendre que dans une grande majorité, les détentions faisaient suite à une dispute (*ssora*) avec un voisin, une querelle entre époux ou autres chicanes domestiques (*skloki*).

Dans le contexte particulier de 1959, année au cours de laquelle Hruščev affirma son attachement à une forme plus humaine de justice, il fut décidé de ne plus donner de sentences de prison pour le petit hooliganisme. Ces délits seraient dorénavant uniquement sanctionnés par des peines de travaux collectifs. Cependant, la

dépénalisation ne signifia pas le recul du contrôle social et de la peur des déviations. Au contraire, exercée par la police, elle-même alliée aux organisations sociales (*družiny* et cours de camarades), l'entreprise de discipline des comportements et des discours fut toujours plus intrusive. En 1966, Brežnev relança une campagne contre le hooliganisme.

La définition de cette déviance ne cessa de s'adapter aux nouveaux contextes politiques et la fin de l'URSS ne constitua pas une rupture : le régime poutinien tendit à réactiver le terme, notamment pour réprimer des formes actuelles de critiques et de dissidence politiques.

Juliette Cadiot

Cercec, EHESS